

Lyon, le 12 novembre 2009

Résultats du Panel régional de conjoncture « Suivi de la crise » - novembre 2009

Les résultats présentés sont issus du Panel régional de conjoncture « Suivi de la crise » CRCI/CCI de Rhône-Alpes, qui a été interrogé du 2 au 6 novembre 2009¹.

Octobre a confirmé l'amélioration du bilan mensuel même s'il apparaît un peu en retrait par rapport aux perspectives exprimées le mois dernier pour certaines activités. L'enquête confirme d'ailleurs la fragilité de la conjoncture, avec parfois des signes de reprise qui tournent court. Les perspectives à trois mois s'améliorent encore un peu, tirées par les activités les plus tournées vers la consommation des particuliers. Les choses évoluent aussi dans le bon sens, mais faiblement, à l'horizon juin 2010. Le niveau d'utilisation des capacités de production s'améliore encore, ce qui est favorable pour l'évolution future de l'emploi et de l'investissement. La part des TPE-PME qui comptent investir dans les trois mois progresse de quelques points, mais elle reste néanmoins minoritaire.

L'activité

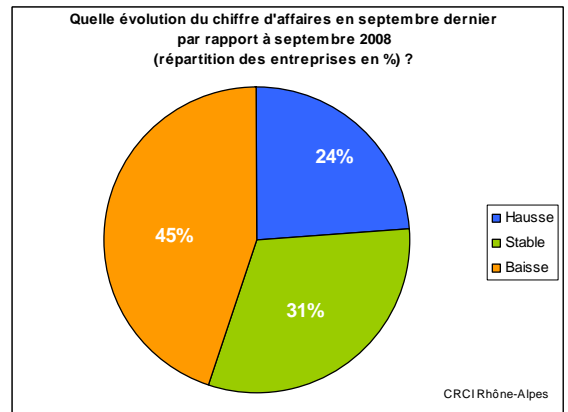
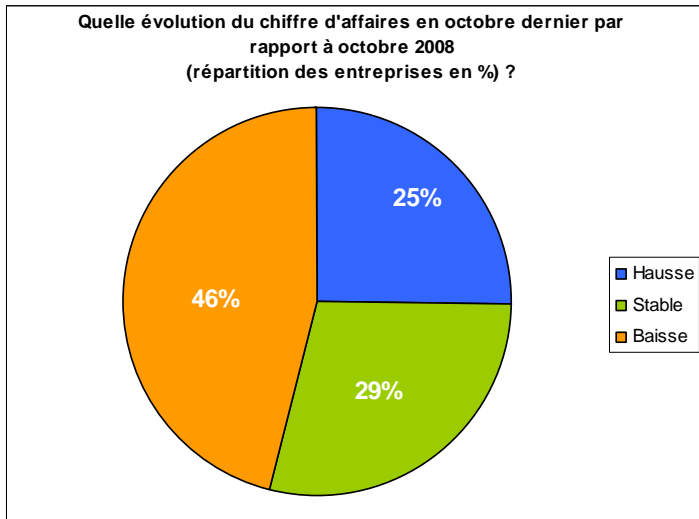
Bilan mensuel : un chiffre d'affaires de nouveau stable ou en hausse pour une majorité de chefs d'entreprise

Le bilan du mois d'octobre est similaire à celui de septembre : une **entreprise sur quatre a enregistré une hausse du chiffre d'affaires** sur un an (+ 1 point), et les entreprises ayant enregistré une baisse restent minoritaires. Ce bilan est en amélioration dans l'immobilier et le commerce de détail, avec pour ces activités un recul de la part « chiffre d'affaires en baisse ». Le mois dernier comportait un samedi de plus qu'octobre 2008 ce qui a favorisé cette progression du chiffre d'affaires pour les commerces.

Dans l'industrie et les services aux entreprises, la part des entreprises ayant enregistré une baisse du chiffre d'affaires progresse un peu. Cette part est toujours majoritaire dans l'industrie, le commerce de gros et le transport.

Ce bilan apparaît ainsi mitigé, d'autant plus que la comparaison se fait à partir de ce mois avec une période déjà marquée par la crise. Il ne confirme pas totalement les perspectives exprimées par les entreprises il y a un mois.

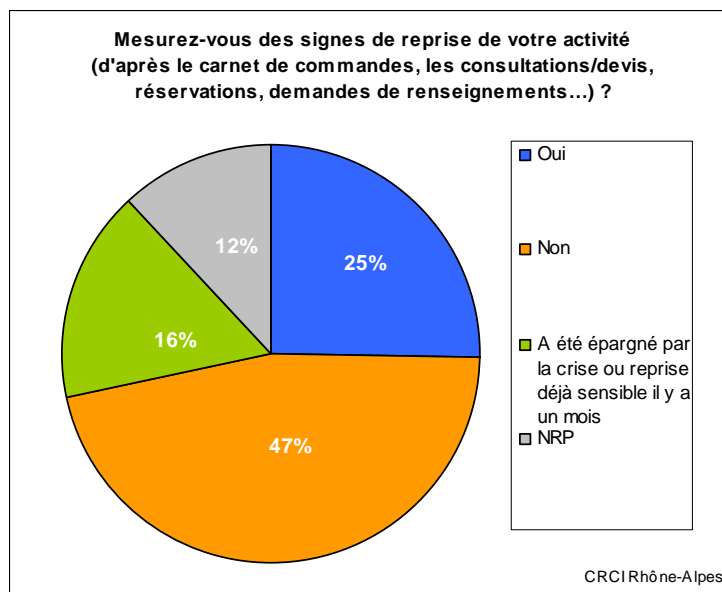
¹ 342 TPE-PME représentatives de l'industrie, du BTP, du commerce et des services, interrogées par téléphone dans l'ensemble des départements de Rhône-Alpes (hors Haute-Savoie).



Confirmation de la fragilité des signes de reprise

Les résultats de l'enquête de novembre confirment une certaine fragilité de la conjoncture. La proportion de TPE-PME disant être épargnées par la crise ou avoir déjà ressenti une reprise sensible il y a un mois est stable à 16 %.

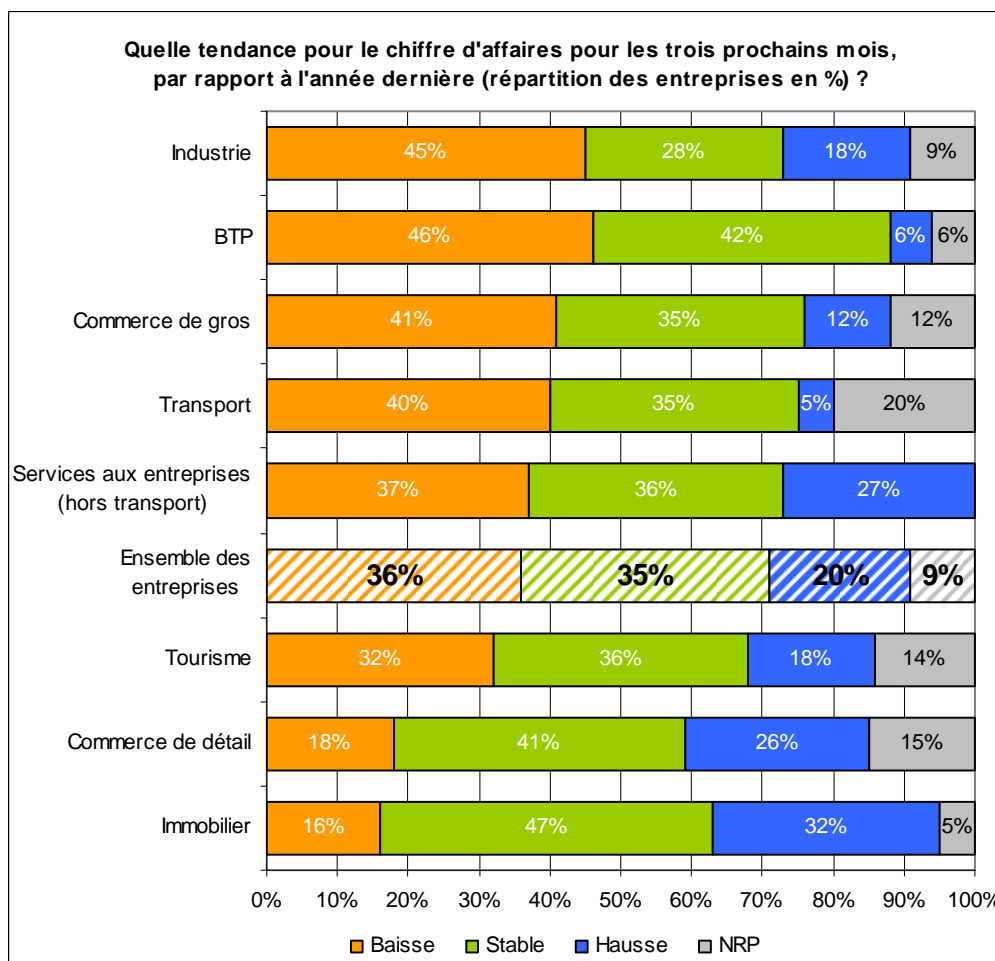
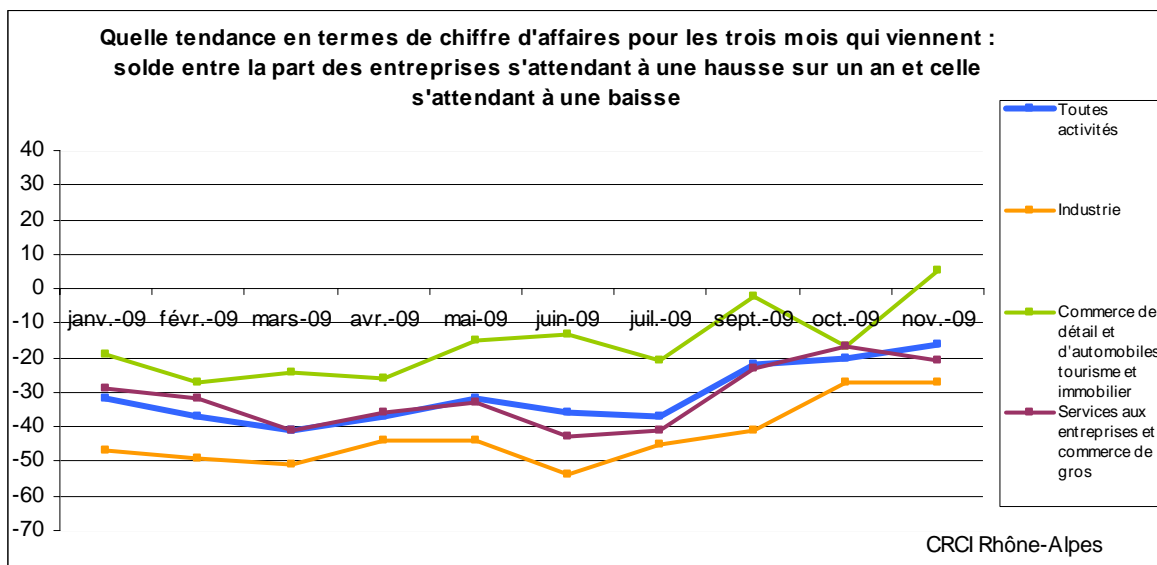
25 % disent percevoir ce mois des signes de reprise, soit - 6 points par rapport à début octobre. Pour certaines entreprises, les signes perçus ne se sont pas confirmés : parmi celles qui percevaient des signes de reprises le mois dernier, de l'ordre de 10 % ne se prononcent pas ce mois et 25 % pensent que cela ne s'est pas vérifié. Cette situation se retrouve plutôt dans l'industrie, les services aux entreprises/commerce de gros et le BTP. Quelques entreprises indiquent aussi en commentaires libres qu'elles viennent seulement d'être touchées par la crise.



Une légère amélioration des perspectives liée aux activités tournées vers les particuliers

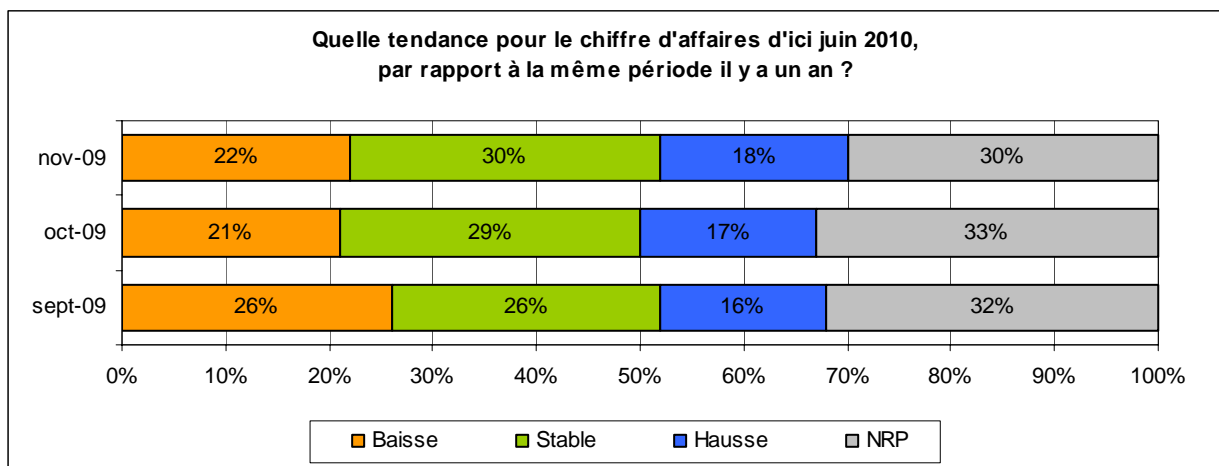
Les perspectives à 3 mois en termes de chiffre d'affaires **s'améliorent de nouveau très légèrement** par rapport au mois dernier, **tirées par les activités les plus liées à la consommation des particuliers**. Dans le commerce de détail et l'immobilier, les entreprises s'attendant à une hausse du chiffre d'affaires sont plus nombreuses que celles s'attendant à une baisse.

Pour toutes les activités, au moins 50 % des entreprises s'attendent à un chiffre d'affaires stable ou en hausse sur un an. Mais dans le BTP, le commerce de gros et le transport, peu d'entreprises s'attendent à une hausse de chiffre d'affaires, alors que la comparaison se fait avec une période déjà marquée par la crise. La part « chiffre d'affaires à la baisse » progresse dans le BTP pour atteindre 46 %.



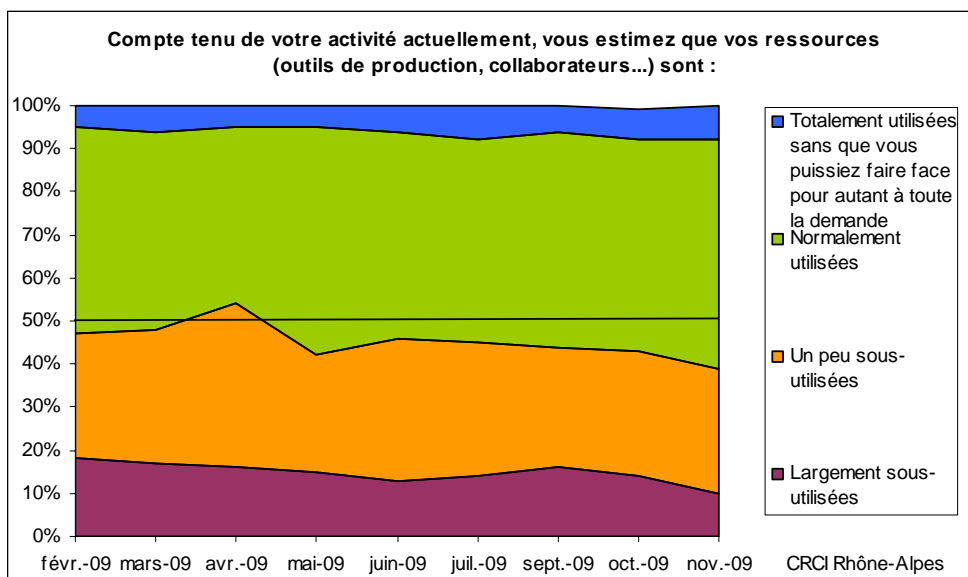
Globalement, les perspectives des TPE-PME à l'horizon juin 2010, varient peu par rapport au mois dernier, mais l'évolution va dans le bon sens. Le taux de non réponse, indicateur du **manque de visibilité**, **reste à un niveau élevé** bien qu'en repli de trois points. Parmi les entreprises qui s'expriment, une majorité s'attend à un chiffre d'affaires stable ou en hausse, un résultat toutefois à relativiser compte tenu du fait que la comparaison se fait avec une période pleinement marquée par la crise. Par ailleurs, les entreprises s'attendant à une baisse du chiffre d'affaires restent plus nombreuses que celles qui s'attendent à une hausse.

C'est dans le BTP que la part des entreprises s'attendant à une baisse du chiffre d'affaires est la plus importante (42 %). Cette part est inférieure à 20 % dans les services aux entreprises, le commerce de détail, le tourisme (hébergement-restauration) et l'immobilier.



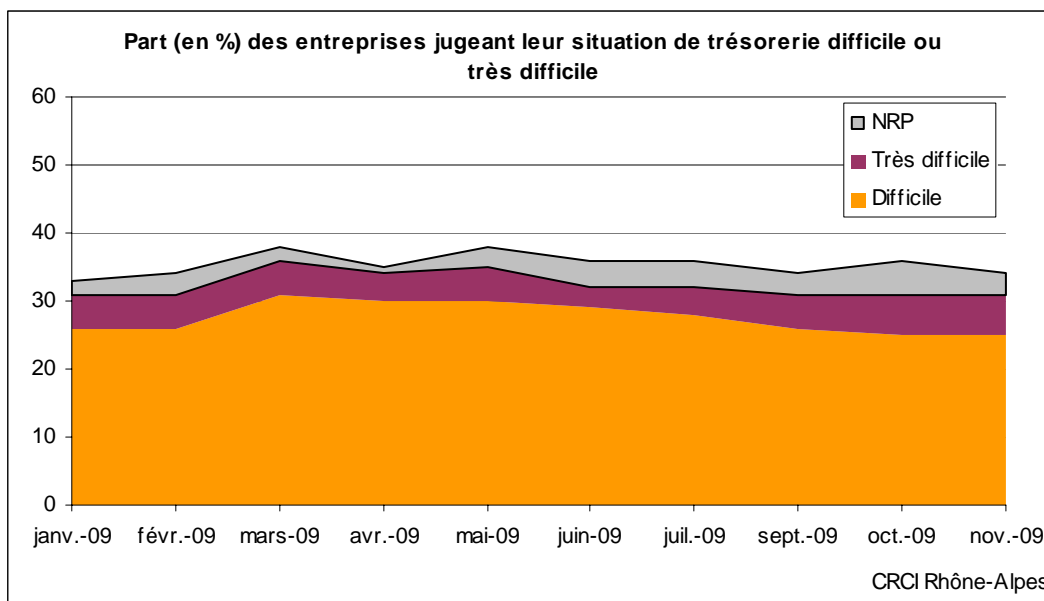
Constat encourageant : le niveau d'utilisation des capacités de production continue de se redresser

Le niveau d'utilisation des capacités de production s'améliore encore ce mois : **60 % des TPE-PME disent ainsi ne pas être confrontées à une sous-utilisation de leurs capacités** (+ 3 par rapport à début octobre). Cette tendance se vérifie aussi dans l'industrie (+ 7 à 43 %). La part des entreprises faisant état de capacité de production largement sous-utilisées recule de 4 points à 10 %. Ces indicateurs semblent ainsi confirmer l'ajustement de l'outil de production à la conjoncture.

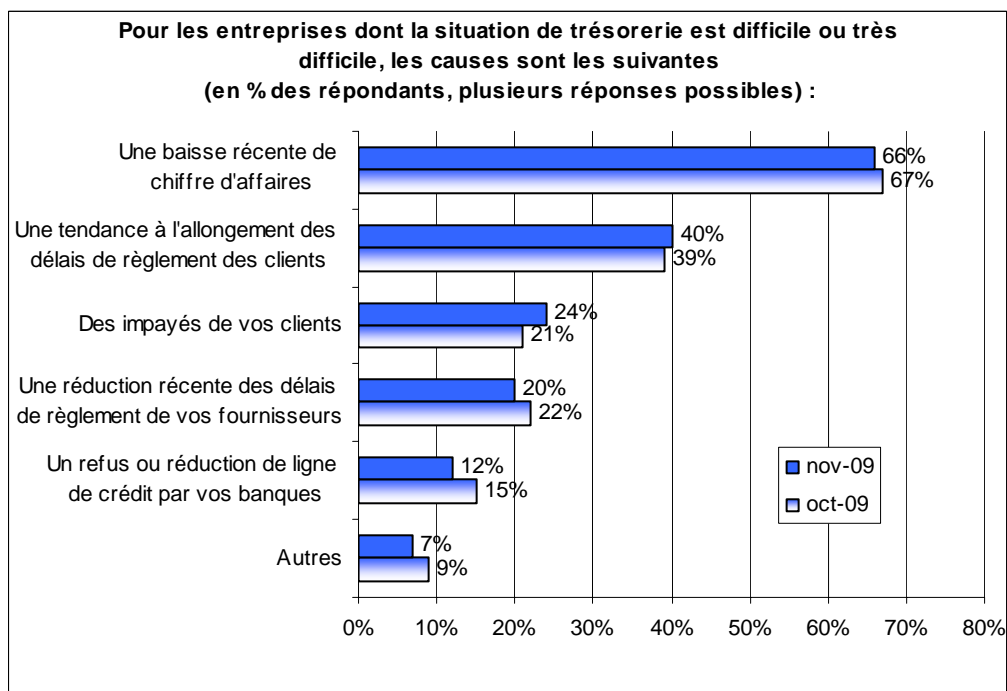


Pas d'allègement des difficultés de trésorerie

Le niveau des difficultés de trésorerie apparaît inchangé ; **25 % des TPE-PME annonçant une situation difficile et 6 % une situation très difficile**. Parmi ces entreprises qui rencontrent des difficultés de trésorerie, **28 % perçoivent actuellement des signes de reprise**.

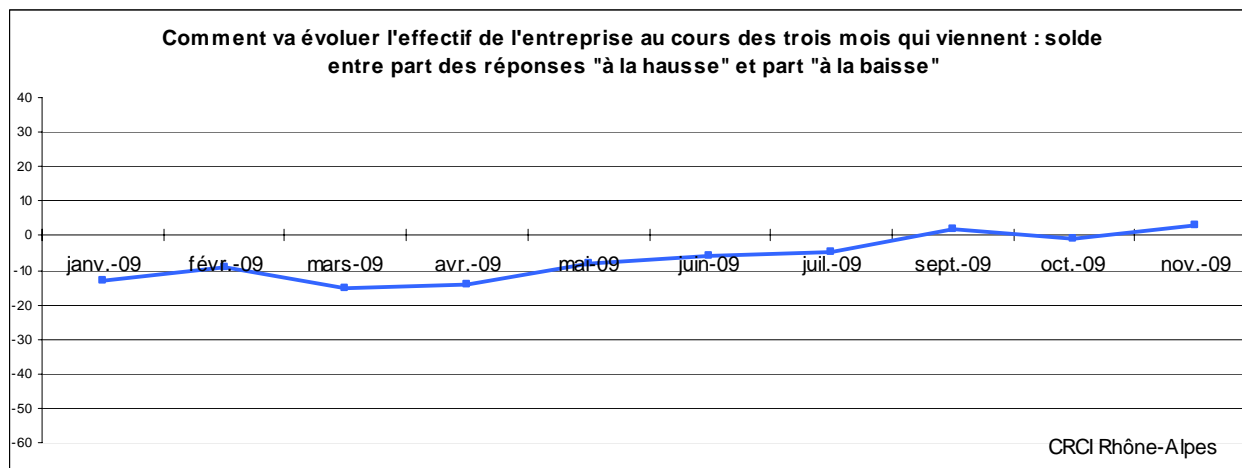


Parmi les causes des difficultés de trésorerie, l'allongement des délais de règlement des clients progresse encore en termes de fréquence de citations. Près d'un quart des entreprises ayant des difficultés de trésorerie signalent parmi les causes des **impayés des clients** : ce pourcentage est en hausse et retrouve le niveau d'avant l'été.



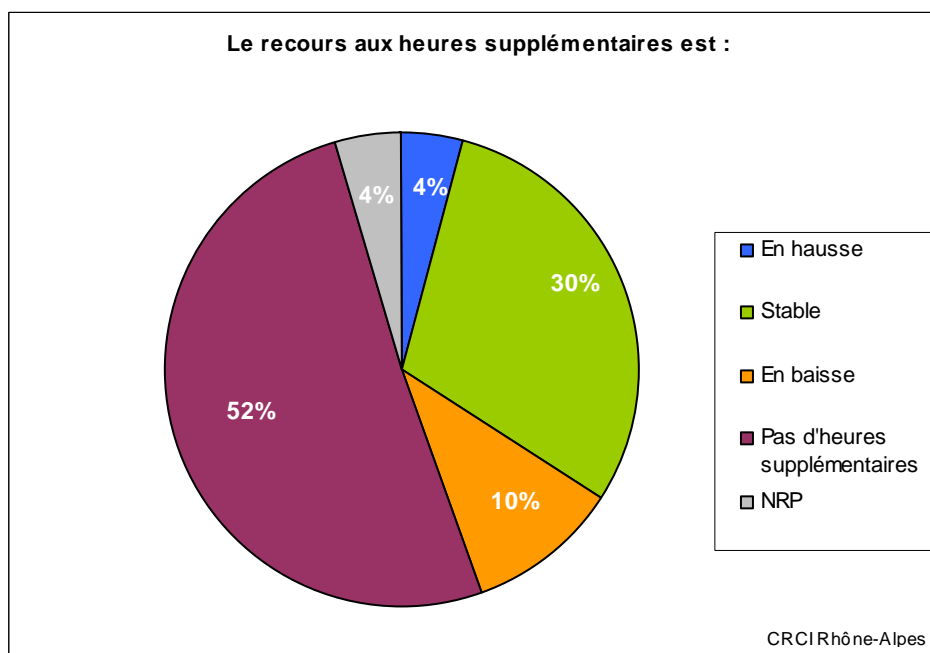
14 % des entreprises comptent accroître leur effectif dans les trois mois

Les résultats en matière d'emploi s'améliorent un peu par rapport au mois dernier : 14 % des TPE-PME prévoient d'augmenter leur effectif dans les trois mois (+ 2 points) et 11 % le réduire (- 1 point). Le solde « part à la hausse » - « part à la baisse » redevient donc positif². Il est notamment positif dans le commerce de détail, l'immobilier, le tourisme et les services informatiques (même s'il recule de 12 points pour cette dernière activité). La tendance largement majoritaire reste néanmoins à la stabilité des effectifs (72 % des TPE-PME).



Indépendamment de l'évolution de l'effectif, **18 % des TPE-PME vont embaucher dans les trois mois (+ 1 par rapport à octobre).**

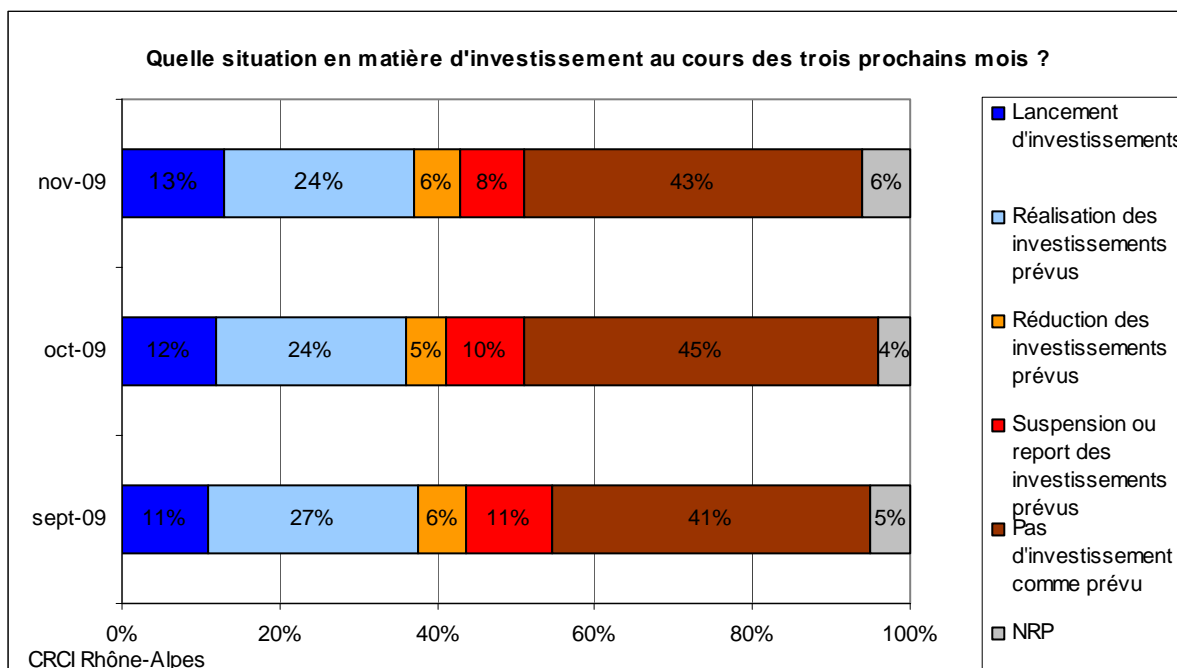
Lorsque le niveau de recours aux heures supplémentaires a évolué depuis le mois dernier, c'est plus fréquemment vers une baisse que vers une hausse.



² Cela ne signifie pas nécessairement une hausse globale du nombre d'emplois dans la mesure où il s'agit d'un solde « en nombre d'entreprises » et non « en salariés ».

Evolution dans le bon sens pour les perspectives d'investissement

Par rapport au mois dernier, les évolutions sont peu marquées mais elles sont positives : **43 % des TPE-PME vont investir dans les 3 mois contre 41 % le mois dernier**. La part des entreprises annonçant le lancement de nouveaux projets d'investissement progresse à 13 %. Elle devient nettement plus importante que la part des entreprises qui suspendent ou reportent des projets (8 %).

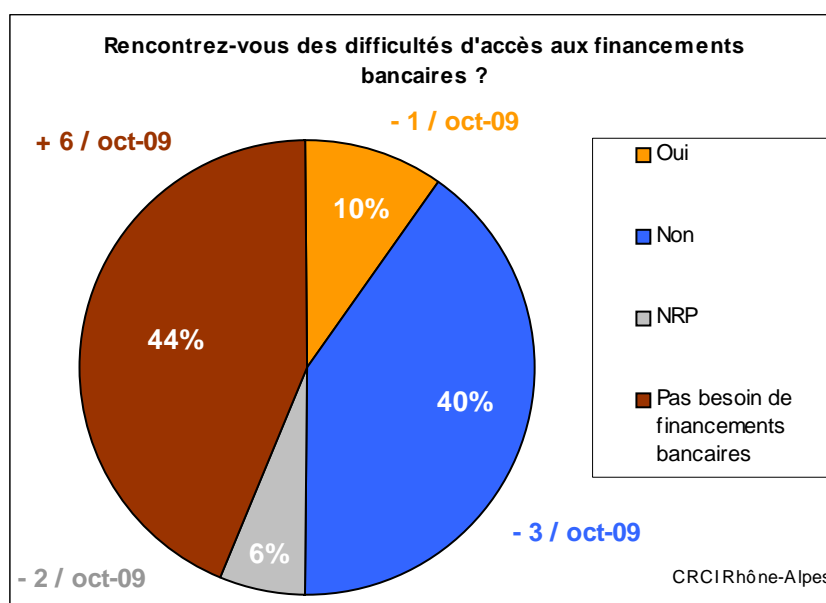


Les entreprises qui ne vont pas investir dans les trois prochains mois restent toutefois plus nombreuses que celles qui vont investir.

Moins de besoin de financements bancaires

Début novembre, 44 % des TPE-PME disent ne pas avoir besoin de financements bancaires (+ 5 points).

Parmi celles qui ont besoin de financements bancaires, **20 % des TPE-PME disent ressentir des difficultés d'accès à ces financements** soit la même proportion que le mois dernier.



Les difficultés semblent néanmoins moins importantes, les fréquences de citation des différentes traductions possibles de ces difficultés étant pratiquement toutes en diminution. Ce constat est confirmé pour les entreprises ayant des difficultés de trésorerie : la part des entreprises qui citent le refus ou réduction de ligne de crédit par les banques comme cause de difficulté de trésorerie recule de 15 à 12 % (voir p. 5).

